Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 16506
18 octobre 2026

Transparence des fonds publics utilisés dans les relations avec la Fédération de Russie et le Bélarus

Proposition de résolution
déposée par M. Markus WIECHEL et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

Les fonds publics des États membres doivent servir l'État de droit, les droits humains et la sécurité démocratique. Une aide qui ne peut être suivie de l'affectation budgétaire jusqu'au bénéficiaire, ou évaluée de manière indépendante, ne respecte pas ces principes.

L'expérience de plusieurs États membres montre que le soutien lié à la Fédération de Russie et au Bélarus a été réparti entre différentes lignes budgétaires, agences et classifications. Les bases de données relatives à l'aide publique au développement n'en saisissent donc qu'une partie. Des paiements se sont poursuivis au titre d'autres lignes. Les données sur les partenaires de mise en œuvre sont souvent incomplètes, indisponibles ou retenues. Les évaluations sont rares, obsolètes ou trop agrégées pour indiquer qui a reçu les fonds et ce qu'ils ont produit.

Dans toute l'Europe, une aide liée à des régimes autoritaires ou agressifs est passée par des partenaires de mise en œuvre et des enveloppes de «coopération internationale» en dehors des dispositifs de notification les plus transparents. Après la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, et compte tenu du rôle de complice du Bélarus, une telle opacité est inacceptable. Des fonds qui ne peuvent être retracés ne peuvent être présentés comme ayant été tenus à l'écart des structures alignées sur l'État.

L'Assemblée parlementaire a constamment affirmé que le soutien à la démocratie, aux droits humains et à l'État de droit doit être redevable devant le public. L'opacité dans l'usage des deniers publics porte atteinte à cette exigence et à la confiance du public.

L'Assemblée devrait examiner ces insuffisances et préparer un rapport recommandant des normes minimales communes, afin que les contribuables puissent voir où sont allés les fonds publics, à qui et avec quel effet. Les États membres devraient être invités à publier un état complet de tout soutien de cette nature, indépendamment de la classification du Comité d'aide au développement de l'OCDE; à identifier les partenaires et les bénéficiaires finaux, sauf lorsqu'une exemption de sécurité étroitement circonscrite s'applique; à évaluer les résultats de manière indépendante; et à suspendre l'aide qui ne peut satisfaire à ces normes, à l'exception d'un soutien strictement contrôlé à la société civile indépendante et aux victimes de la répression.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

WIECHEL Markus, Suède, CEPA
BATENKO Taras, Ukraine, CEPA
BILOZIR Larysa, Ukraine, ADLE
BRICO Christophe, Monaco, PPE/DC
GALLES Paul, Luxembourg, PPE/DC
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CEPA
KALCHENKO Serhii, Ukraine, CEPA
KALNIŅA-LUKAŠEVICA Zanda, Lettonie, PPE/DC
KHOMENKO Olena, Ukraine, CEPA
KONSTANKEVYCH Iryna, Ukraine, CEPA
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE
KROSS Eerik-Niiles, Estonie, ADLE
MEZENTSEVA-FEDORENKO Mariia, Ukraine, PPE/DC
MINNICH Andreas, Autriche, PPE/DC
MOSHENETS Olena, Ukraine, ADLE
PESSANHA Bernardo, Portugal, CEPA
SOBOLIEV Serhii, Ukraine, PPE/DC
TASHEVA Tamila, Ukraine, ADLE
TIBLOM Victoria, Suède, CEPA
VLASENKO Sergiy, Ukraine, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen